



# RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

bulletin SNCF – secteur Strasbourg

30 octobre 2024

## Contre l'escalade guerrière israélienne soutenue par les grandes puissances

*Israël étend sa guerre au Moyen-Orient : après la destruction de Gaza, le bombardement et l'invasion du Liban, des dizaines de milliers de morts, de blessés et des centaines de milliers de déplacés, il a attaqué des bases militaires en Iran, sous prétexte de riposter après les tirs de missiles iraniens. La politique belliqueuse de Netanyahou menace d'embraser toute la région.*

### Les guerres de Netanyahou et leurs cibles

L'État d'Israël prétend se défendre contre ce qu'il considère comme une menace : le Hamas palestinien, le Hezbollah libanais ou la dictature des mollahs en Iran. Pourtant, il s'est bien souvent accommodé de ceux qu'il désigne aujourd'hui comme des ennemis. Les gouvernements israéliens successifs ont au départ soutenu le Hamas pour diviser les Palestiniens et l'ont ensuite laissé régner sur les Gazaouis enfermés. Ils se sont satisfaits que le Hezbollah réprime la contestation populaire au Liban en 2019, et n'ont pas bougé quand le régime iranien écrasait le peuple qui se révoltait en 2022 contre l'oppression des femmes et la misère. La coalition d'extrême droite de Netanyahou entretient l'état de guerre pour ses propres intérêts et pousse son projet colonialiste de Grand Israël, c'est-à-dire l'annexion de nouveaux territoires en expulsant les populations arabes qui y vivent. Les victimes des guerres de l'État d'Israël sont d'abord les populations pauvres de Gaza ravagée, de la Cisjordanie occupée et du Liban. Ce terrorisme d'État israélien est une vaste opération de « nettoyage ethnique », avec la technologie militaire moderne : les bombardements massifs, l'occupation militaire, l'exil forcé et interminable de près de deux millions de Gazaouis qui n'ont pas la possibilité de sortir de leur territoire exigu, le ciblage des hôpitaux et des écoles transformées en abris, la famine provoquée par le blocage israélien de l'aide humanitaire et du ravitaillement. Les quelque 45 000 morts et 100 000 blessés de Gaza ne sont pas des cibles militaires. Et que dire des Libanais qui voient leur immeuble ou leur quartier réduit en cendres par l'aviation israélienne ?

### L'hypocrisie des grandes puissances

Les guerres de Netanyahou ne sont possibles que par le soutien des grandes puissances, États-Unis en tête. Ils ne l'ont sans doute pas décidée, mais laissent faire, car l'administration américaine a besoin d'Israël comme d'un allié solide dans cette région stratégique. Et aujourd'hui Biden comme Trump espèrent peut-être tirer profit de l'affaiblissement de l'Iran pour renforcer leur domination sur le Moyen-Orient. Le président américain et les dirigeants européens critiquent à demi-mot Netanyahou pour les massacres à Gaza et le risque de déstabilisation de la région – et de leurs intérêts. Pourtant ils ne font rien pour stopper Netanyahou, à commencer par cesser de fournir des équipements militaires à l'État d'Israël. Macron joue au petit parrain colonial du Liban et parle de reconstruire ce que l'armée israélienne aura détruit, pour défendre l'influence française. Les grandes puissances impérialistes ne défendent que leurs positions économiques et stratégiques. Tout comme les pays arabes, qui se disent du côté des Palestiniens mais se moquent du sort des pauvres – à l'image du maréchal al-Sissi qui empêche les centaines de milliers de Gazaouis entassés à Rafah de pénétrer en Égypte. Les Palestiniens et les Libanais écrasés sous les bombes ne peuvent compter que sur la solidarité des peuples révoltés par ces massacres et par leur propre condition sociale. Et sur celle que nous pouvons manifester ici, contre nos gouvernements complices. En refusant que ces guerres soient menées en notre nom, nous pouvons encourager tous ceux qui protestent au Moyen-Orient.

### ***La sécurité avant les profits***

Vendredi 25 octobre au soir, un TER a déraillé en Lozère. Il n'y a eu que 2 blessés grâce aux bons réflexes du conducteur. L'accident est dû aux intempéries qui ont fait tomber des arbres sur la voie et créé un éboulement. Le département était en vigilance rouge mais la direction a quand même voulu maintenir le trafic jusqu'au dernier train alors même que la ligne avait été fermée le 16 octobre et devait aussi l'être le weekend du 26 27 pour les mêmes raisons. À nous de mettre un frein à la politique du « risque calculé » !

### ***Technicentre de formation Industrielle***

Avec le projet Opter le nombre d'intérimaires augmente sensiblement dans les TI. En effet ce projet prévoit la rénovation de 931 rames TER jusqu'en 2031. Avec minimum 7 ans de charge de travail prévue, on s'attendrait à des embauches pérennes ! De plus c'est aux agents former ces nouveaux collègues tout en assurant la prod. Mais pour réussir à faire deux choses en même temps, on s'y prend comment ? Le dédoublement de la charge de travail est conséquent sur notre santé. Surtout quand la plupart des intérimaires ne sont finalement pas embauchés et qu'on doit reprendre à zéro avec des nouveaux régulièrement.

### ***Pas de ça chez nous***

À travers sa maison d'édition Fayard, Vincent Bolloré a tenté de déployer de grands moyens pour la promotion du premier bouquin de son pantin du RN, Jordan Bardella. Une campagne de promotion qui aurait dû passer, en décembre, par des affichages dans les gares et sur les quais. Face à l'indignation de nombreux cheminots, syndicats et usagers, la direction de la SNCF a finalement rétropédalé, provoquant la colère de Bardella, qui ne manquera pourtant pas d'exposition vu l'empire médiatique que Bolloré possède.

### ***Liberté d'expression capitaliste***

Avant de faire machine arrière, la SNCF plaidait la « neutralité » pour faire la pub aux idées réactionnaires de Bardella. Pourtant c'était la même neutralité qu'avait invoquée la RATP à l'encontre de l'affiche du spectacle de Wally Dia qui avait été censuré il y a quelques mois, car trop « gauchiste » à son goût ? La seule politique qui dérange les capitalistes est celle qui s'attaque à ses intérêts !

### ***Euro millions***

Avec l'ouverture à la concurrence, la région les Hauts-de-France est censée transférer son matériel roulant au privé, mais 40 de ses trains ont de la peinture et de la colle amiantée. Une directive européenne empêche de les céder en l'état à une autre entreprise et il faudra donc les remplacer si on ne veut pas dégrader le trafic. Cela coûterait 1 milliard d'euros alors que ces rames pourraient encore rouler 10 à 15 ans. Que ce soit 40 trains en moins ou un milliard de moins dans les caisses de la région, ce sont les patrons rapaces qui vont toucher le gros lot.

### ***Ouverture à la concurrence : à Amiens, la lutte s'organise !***

Ce qui arrive à Amiens préfigure le futur prévu dans le reste du réseau. Ainsi, la SNCF et la région Haut de France ont décidé de privatiser par la filialisation la partie TER de l'étoile d'Amiens à partir du 15 décembre. Cette grande braderie impacte le personnel roulant (416), du technicentre (400) et s'accompagne aussi de « dumping social » avec la détérioration des conditions de travail et la baisse de salaires. Mais dans cette guerre des étoiles, l'alliance des rebelles n'a pas dit son dernier mot, un préavis de grève est prévu le 15 décembre avec déjà 100% de dépôt de D2I chez les mécanos, plus de 50% chez les ASCT et des agents du matériel ont aussi rejoint le mouvement.

### ***« Humanis », pas humaniste !***

Désormais tous les cheminots vont avoir droit à la mutuelle du groupe Malakoff Humanis, qui gérait déjà celle des collègues contractuels. En 2008, c'est Sarkozy qui avait posé les bases des mutuelles d'entreprises obligatoires. A l'époque, son frère dirigeait justement le groupe Malakoff. Le hasard fait bien les choses ! Depuis, le frère Sarko a quitté la tête du groupe et la gauche puis Macron ont continué de détricoter la sécurité sociale au profit des mutuelles privées. Aujourd'hui, la direction s'apprête à transférer au statut privé des dizaines de milliers de cheminots. Elle se simplifie la tâche en harmonisant notre mutuelle. Résultat, les travailleurs payent plus, pour moins de soins.